

Si l'on nous répond qu'il nous incombe d'établir un contrôle sévère des prix, il nous faudrait alors, en admettant la possibilité, en de telles conditions, d'un contrôle effectif de tous les prix—supposition fort optimiste—empêcher le public, par quelque autre moyen, tel qu'un système radical de rationnement s'étendant à toutes les denrées, de dépenser son argent. Le cas échéant, un particulier serait payé en monnaie dont il ne pourrait disposer librement. En d'autres termes, il a dû consentir à l'Etat un prêt forcé sur lequel il ne touche aucun intérêt. Il faut donc convenir que l'inflation, comme méthode de financement d'une guerre, est de beaucoup la plus injuste et la plus inéquitable de toutes celles qui ont pour objet d'affecter la main-d'œuvre et les matières premières à des fins de guerre. C'est à peine déguiser une forme de taxation des plus répréhensibles. Elle charge d'un fardeau comparativement beaucoup trop onéreux à porter les épaules du citoyen à revenu médiocre ou moyen, du salarié, du petit déposant, du détenteur de polices d'assurance ou de titres évalués à prix d'argent. C'est la violation manifeste du principe de la taxation proportionnée à la capacité de payer. Elle laisse dans son sillage des troubles comme les malaises industriels chroniques, les problèmes quasi insolubles des recettes et des prix, les entraves désastreuses pour le commerce et le moral du peuple, et les taux excessifs du loyer de l'argent. La prolongation de ces conditions ne pourrait qu'amener la ruine complète. L'expérience de plusieurs pays pendant la dernière guerre montre bien quels effets il faut attendre de l'inflation outrée.

Le Canada est sorti de la dernière guerre en bien meilleure posture que la plupart des autres nations. A l'instar des autres belligérants nous avons soldé la note principale des hostilités par des emprunts et par l'expansion du crédit. Nous n'avions aucune expérience dans le financement d'une guerre importante; en tous cas, l'imposition de taxes assez élevées pour acquitter toutes les dépenses de guerre était une mesure trop révolutionnaire pour pouvoir y songer. Jusqu'en 1914, le fédéral demandait presque tous ses revenus aux douanes et une faible partie à l'accise. Il n'avait aucun système de taxation générale ni d'organisme préétabli pour atteindre directement les revenus nets, les profits et la richesse des individus. Le recours subit à de telles mesures capables de répondre aux besoins de l'heure aurait été trop vigoureux pour satisfaire aux exigences économiques ou politiques. Notre propre programme financier, et sur une échelle beaucoup plus grande sans doute, l'influence sur les prix mondiaux des méthodes de financement par l'inflation auxquelles ont eu recours plusieurs pays, ont eu pour effet l'expansion démesurée

[L'hon. M. Ilsley.]

du crédit bancaire, la hausse rapide des prix et une nouvelle répartition du revenu de la nation. Les prix et le coût de la vie se sont élevés plus rapidement que les salaires et les produits des intérêts sur les vieilles dettes. Les bénéfices industriels et les revenus immobiliers ont augmenté, pendant que le revenu réel des salariés et des particuliers touchant des recettes fixes sur leurs prêts a ou diminué ou augmenté à moins forte allure. C'est cette réduction réelle dans le revenu effectif d'une partie de la population et la création d'abondants surplus à la disposition de certaines autres sections disposées à prêter à l'Etat, qui, dans une grande mesure du moins, ont permis au Canada de mobiliser avec d'aussi magnifiques résultats les épargnes publiques par les différentes émissions d'emprunts de la Guerre ou de la Victoire. La baisse dans le niveau relatif d'existence dans certains milieux, l'augmentation rapide des épargnes et la remise à plus tard du placement des capitaux disponibles ont permis d'effectuer les énormes emprunts de guerre et ont représenté la somme de sacrifices nécessaires pour la poursuite des hostilités.

Nulle nation n'a osé financer la Grande Guerre exclusivement par des impôts et des emprunts d'épargnes. Encore une fois, certains pays s'en sont tirés beaucoup mieux que d'autres, mais tous ont souffert de l'inflation mondiale dans les prix, qui ont atteint des sommets excessifs. Depuis vingt ans l'univers en subit les conséquences, et elles sont épouvantables. Il n'est peut-être pas exagéré de dire que certaines des causes de la présente guerre sont dues au financement mondial défectueux de la dernière guerre, aux grands bouleversements économiques et aux charges constantes qui en résultent en partie. Il est à espérer qu'au cours de la présente guerre, le monde pourra éviter une répétition de cet état de choses.

Ce n'est pas à dire qu'une expansion de crédit minime et soigneusement réglée ne puisse pas être opportune au début de la guerre pour favoriser l'accroissement de la production et des emplois. Il faut qu'elle soit peu considérable et soigneusement contrôlée, car ses effets qui n'apparaissent peut-être pas immédiatement, sont cumulatifs et autrement il serait peut-être impossible de les maîtriser. S'il existe des ressources inemployées au début de la guerre, une certaine expansion du crédit pourra donner une impulsion à leur rapide utilisation. Soigneusement surveillée, l'expansion de la production pourra prévenir toute hausse anormale des prix, et maintenir la confiance, et la demande constante d'approvisionnements pourra maintenir et accélérer l'impulsion initiale. Cependant, dès que l'augmentation des emplois et de la production